

## Forces de l'ordre liées à l'ultra-droite violente: la DGSI s'inquiète

PAR MATTHIEU SUC ET MARINE TURCHI  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 9 AVRIL 2018



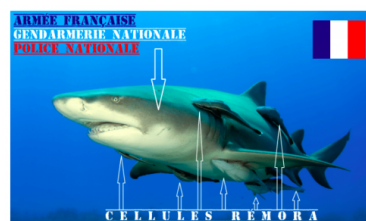
Capture d'écran du manifeste des réseaux Rémora.

Les services de renseignement s'inquiètent de la proportion grandissante de membres des forces de sécurité ayant rejoint des groupuscules d'autodéfense. Parmi les « *objectifs de la DGSI* » suivis pour leurs liens avec « *l'extrême droite violente* », on recense une cinquantaine de policiers, gendarmes et militaires. Les autorités de tutelle ont été alertées à l'automne dernier.

Les services de renseignement ont alerté à l'automne leurs autorités de tutelle. Atone depuis le démantèlement du groupe skinhead « Troisième Voie », dont des sympathisants **avaient tué** en 2013 le militant d'extrême gauche Clément Méric, la mouvance dite de l'ultra-droite est de retour et, estiment les services, le risque de la voir passer à l'action violente est « *évalué à la hausse pour la période à venir* » selon les uns, « *demeure élevé* » selon les autres.

Ces derniers jours, des membres de cette mouvance se sont manifestés en commettant des exactions à l'intérieur des facultés, que ce soit à Montpellier (**ici et là**), à **Lille**, à **Angers**, à **Strasbourg**, ou encore au lycée autogéré de **Paris**. Mais ce n'est pas cette branche-là de l'ultra-droite qui inquiète le plus les services. D'après nos informations, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a récemment souligné la proportion grandissante de militaires ou de membres des forces de l'ordre ayant intégré des groupuscules d'autodéfense nés dans la foulée des attentats. Comme nous l'ont confirmé plusieurs sources, une cinquantaine d'objectifs de la DGSI sont... des fonctionnaires, membres des services de sécurité, en activité ou à la retraite.

À telle enseigne que les services de renseignement ont dû sensibiliser à ce sujet plusieurs administrations. Parmi lesquelles les différents corps d'armée, la police, la gendarmerie, les douanes ainsi que l'administration pénitentiaire. Cela afin d'améliorer l'échange d'informations sur les fonctionnaires suspects mais aussi afin de prévenir le recrutement de tout nouveau policier ou militaire déjà recensé comme figurant dans cette mouvance. L'« *entrisme* » de « *l'extrême droite violente* » au sein des forces de sécurité préoccupe la DGSI, les Renseignements territoriaux (RT) et la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP) de Paris.



« Rémora » est un nom générique. Ce n'est pas une association. Ni carte de membre, ni cotisation.

Capture d'écran du manifeste des réseaux Rémora. © DR

Depuis 2015 et le début de la vague d'attentats qui ensanglantent la France, plusieurs groupuscules affiliés à l'extrême droite radicale se sont constitués dans le but de lutter contre « *le péril islamique* » et de se substituer à un État défaillant, en se préparant à recourir à la violence dans la perspective d'une guerre civile. « *Même s'ils restent embryonnaires, ils claironnent leur volonté de riposter et nous suivons cela de très près* », concède un autre haut gradé des services de renseignement.

Déjà en mai 2016, Patrick Calvar, le patron d'alors de la DGSI, avait tiré la sonnette d'alarme lors d'une audition devant la commission de la défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale : « *Les extrémismes montent partout et nous sommes, nous, services intérieurs, en train de déplacer des ressources pour nous intéresser à l'ultra-droite qui n'attend que la confrontation [...]. Il nous appartient donc d'anticiper et de bloquer tous ces groupes qui voudraient, à un moment ou à un autre, déclencher des affrontements intercommunautaires.* » Ce que n'avait

alors pas encore perçu son service, c'est l'influence grandissante de certains de leurs propres collègues au sein des groupuscules.

Car, dans ce contexte de conflit larvé, ces milices qui ne disent pas leur nom draguent les membres de services de sécurité, construisent leurs discours à leur attention, veillent à valoriser chaque nouvelle recrue issue des rangs de la police, de la gendarmerie ou de l'armée. Des professionnels recherchés à la fois pour leur savoir-faire en matière de maintien de l'ordre et d'opérations coups-de-poing ainsi que pour leurs réseaux. Selon une source, certains membres des forces de l'ordre seraient même sollicités pour accéder aux informations confidentielles que recèlent les fichiers de police et de gendarmerie.

Au premier rang de ces groupuscules de défense civile, Les Volontaires pour la France (VPF), apparus au lendemain du 13-Novembre et ayant pour objectifs de « *défendre l'identité française* » et de « *combattre l'islamisation du pays* ». Sur les quelque 200 militants disséminés en France, les VPF comptent une cinquantaine de militaires et de membres des forces de l'ordre à la retraite. Contacté, le groupuscule revendique « *près de 800 membres, parmi lesquels de nombreux militaires en retraite dont un certain nombre d'officiers supérieurs et de généraux* ».

Antoine Martinez, l'un des co-présidents de ce groupe désormais constitué en association, est d'ailleurs un ancien général de l'armée de l'air, « *spécialiste du renseignement* » autoproclamé, et président du comité de soutien au général à la retraite Christian Piquemal qui avait, en **février 2016**, défrayé la chronique en s'impliquant dans une manifestation non autorisée contre la politique migratoire. L'ancien parachutiste et ex-commandant de la Légion étrangère avait été relaxé par la justice mais **radié** des cadres de l'armée.

Le second co-président des VPF, l'ancien député européen (FN) Yvan Blot, revendique, lui, dans sa biographie être un « *ancien haut fonctionnaire au ministère de l'intérieur en charge des affaires de terrorisme* ». Il serait désormais, selon la réponse des VPF adressée à Mediapart, « *aujourd'hui conseiller du Club Valdai, proche du Kremlin* ». Sur le site des VPF,

on peut lire que « *les Volontaires peuvent se former, s'instruire, s'entraîner grâce à des journées, des week-ends ou des séminaires de formation organisés par les cadres de l'organisation et animés par des spécialistes dans tous les domaines* ». Toujours dans le mail à Mediapart, les VPF assurent n'être « *en aucun cas une milice* », ni être « *affiliés ou associés à aucun parti politique* ». « *Nous sommes des pères et des mères de famille lucides et précautionneux, conscients des dangers et de l'utopie du vivre ensemble avec un islam conquérant, pour les avoir déjà vécus sur des théâtres d'opérations extérieures (Liban, Kosovo...)* », conclut l'association dans sa réponse.



Sur le site internet des Volontaires pour la France (VPF).

À la tête des réseaux Rémora, on retrouve... un ancien inspecteur des renseignements généraux (RG). Âgé de 68 ans, passé par le Bloc identitaire puis le Front national, le militant Luc Sommeire appelle, sur internet, « *la société civile tout entière* » à anticiper « *la désespérance prévisible de nos Soldats, de nos Gendarmes et de nos Policiers* », faute d'être en nombre suffisant pour répondre à des « *attentats multiples et coordonnés par Daesh* ». Pour ce faire, il invite les « *patriotes* » à constituer quinze cellules, composées « *à l'idéal* » de quatre à sept personnes, réparties sur l'ensemble du territoire afin d'« *apporter leur connaissance parfaite du terrain et leur soutien aux unités de l'armée, de la gendarmerie et de la police qui pourraient être amenées à intervenir hors de leurs bases naturelles* » en cas d'attaques des « *islamo-terroristes* ».

Il s'agit de collecter du renseignement opérationnel, comme identifier « *l'emplacement des stocks de nourriture et d'eau potable, [...] des transformateurs électriques et autres sources d'approvisionnement énergétique* » mais aussi localiser « *les centres de réunion des individus qui se déclarent ouvertement ennemis de notre Patrie, comme les mosquées salafistes* », dénombrer et identifier « *les personnes*

physiques qui manifestent une hostilité ouverte ou larvée à l'encontre de notre Pays et des nôtres ». En clair, procéder à un fichage d'individus et de lieux de culte, autant de procédés qui ne doivent pas tout à fait correspondre avec le « *respect absolu de la loi républicaine* » affiché en capitales sur le site qui héberge le manifeste fondateur des réseaux Rémora. Une douzaine de cellules seraient néanmoins constituées, remplissant leurs missions « *avec sérieux et discrétion* ». Luc Sommeire revendique « *plusieurs centaines de femmes et d'hommes répartis sur l'ensemble du territoire national et en Europe* ».

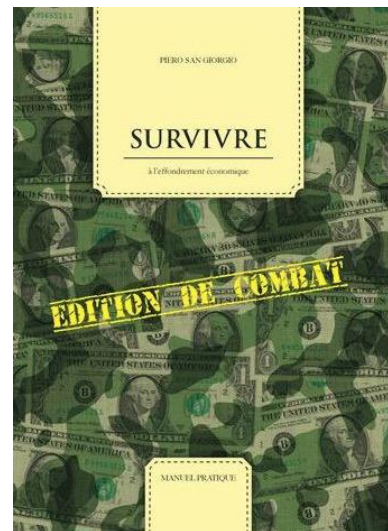
Apparus en Finlande en 2015, les Soldats d'Odin – du nom du roi des dieux dans la mythologie nordique – proposent, eux, des patrouilles de rue afin de lutter contre les migrants et la délinquance que ceux-ci sont supposés occasionner. Un an plus tard, ce mouvement scandinave a le droit à sa déclinaison française avec

les « *Soldats d'Odin Breizh* », basés dans le Finistère. Ils auraient également essaimé à Bordeaux et dans le nord de la France.



Photo postée sur la page Facebook des Soldats d'Odin avec la légende suivante: « AG 2018 soldats d'Odin officiel France ».

### « On ignore tout du facho des champs »



La réédition du livre de Piero San Giorgio.

À l'origine de cette régénérescence : Piero San Giorgio, un officier de réserve suisse dont le best-seller *Survivre à l'effondrement économique*, réédité en « *édition de combat* », se revendique « *manuel de survie* ». L'écrivain, qui a donné **des conférences** avec Alain Soral, prédit un état de guerre généralisé d'ici à 2025 et propose de développer des zones rurales autosuffisantes pour survivre. Certains militants veulent s'inspirer de son mode d'emploi pour créer des groupes de survie, sorte de « *Tarnac de droite* ». À Guerlesquin, dans le Finistère, les identitaires avaient déjà créé leur propre lieu, Ty Breizh, qui a depuis **été mis en vente**.

Rencontré, un ponte de la lutte antiterroriste confirme : « *L'ultra-droite se structure de façon assez inquiétante. Et c'est vrai que l'on retrouve beaucoup de militaires ou d'anciens militaires. En revanche, au sein des forces de l'ordre, ce n'est pas flagrant* », tempère ce haut gradé... des forces de l'ordre. « *Les dangers sont en province et non à Paris. Ce sont souvent des militaires de retour de mission en Afghanistan ou en Irak, complète un ancien des services. Ils rentrent traumatisés, il faut les surveiller pour ne pas qu'ils continuent leur combat individuel. Certains créent des groupes sur les réseaux sociaux, ou se radicalisent à travers eux, d'autres peuvent passer à l'action.* »

Lors des rassemblements contre le « mariage pour tous » en 2013, certains militaires radicalisés avaient déjà témoigné de leurs velléités. Le collectif Printemps français avait ainsi tenté d'occuper les Champs-Élysées – une **idée impulsée** par Philippe Darantière, un ancien officier parachutiste reconverti dans l'intelligence économique. Parallèlement, une **publication d'extrême droite** avait appelé des hauts gradés catholiques – tel Bruno Dary, ancien gouverneur militaire de Paris – à provoquer un coup d'État.

Ce sont aussi des hauts gradés que l'on retrouve dans des clubs prônant un « réarmement moral », non violent, comme le cercle Renaissance, parfois comparé à une sorte de « *maçonnerie blanche* ». En février, le colonel Éric du Réau a ainsi remis leur prix 2018 à un ancien aumônier militaire, Jean-Paul Argouarc'h. Dans les années 2000, du Réau a milité sous les

couleurs du Front national, où il a notamment fait du **rabattage de parrainages** pour Jean-Marie Le Pen auprès d'anciens militaires.



Les « patrouilles » des Soldats d'Odin. © Page Facebook «Soldats d'Odin Officiels France»

La multiplicité de ces structures complique la tâche des services. « *Dans les grandes villes comme Lyon par exemple, c'est facile, nos clients sont sous nos yeux, considère un analyste. Mais on ignore tout du facho des champs...* » Selon un vétéran des services, les groupes violents se montent « *là où l'extrême droite est la moins suivie* » ou bien où « *le maillage gendarmesque est allégé* ».

Dans le Grand Ouest, entre Nantes et Angers, les actions violentes de jeunes d'extrême droite liés aux identitaires ou au GUD ont connu une forte résurgence : « *Nez de cochons* » pour s'opposer à la construction de la mosquée ; descentes en ville ciblant les personnes noires et arabes aux cris d'« *À mort les Arabes, à mort les Noirs* », avec une matraque de 25 centimètres, propos suprémacistes et racistes, chasse aux antifascistes, tournée de salons du livre dans l'Ouest pour s'en prendre aux stands des « rouges ». Comme « *un faux air d'Orange mécanique* » dans le Maine-et-Loire, notaient **Le Monde** et **Ouest-France**. À Angers, un bar associatif d'extrême droite est depuis le début de l'année le lieu de réunions de militants et a déjà reçu la visite **de la police**.

En Loire-Atlantique, le département voisin, des actes de violence ciblant les migrants, non élucidés, inquiètent aussi : **cocktails Molotov** contre un squat occupé par des réfugiés ici, **coups de feu** sur un

centre d'accueil là. « À Nantes, cette mouvance est plus visible qu'il y a quelques années », avait réagile directeur départemental de la police, Jean-Christophe Bertrand.

Dans le nord de l'Hexagone, à Calais, toute l'ultra-droite semble s'être donné rendez-vous ces dernières années, développant des collectifs et milices en réaction aux camps de migrants. On y a vu, pêle-mêle, le général Piquemal, l'ex-policier Luc Sommeire, ou encore le groupe « Sauvons Calais » de Kevin Reche, un militant issu du Parti de la France (créé par d'ex-FN) dont le tatouage d'une division SS a **fait polémique**. En 2016, un épisode avait été très médiatisé : un Calaisien lié à **l'extrême droite radicale** avait brandi un fusil contre des manifestants lors d'une marche en soutien aux réfugiés.



À Calais, en janvier 2016, un homme brandit un fusil contre des manifestants lors d'une marche en soutien aux réfugiés.

À Marseille, le retour des violences de l'ultra-droite est venue des rangs des royalistes de l'Action française (AF), avec des actions coups-de-poing et l'installation en 2014 d'un local dans le fief des antifascistes, suscitant des affrontements. Depuis, l'arrivée de Bastion social, d'inspiration néofasciste, est venue cristalliser les tensions (*ce sera l'objet du second volet de notre enquête*).

Ce foisonnement n'est pas sans générer quelques frustrations et tensions. Là où les dirigeants, de peur de poursuites pénales, insistent pour inscrire leur action dans un cadre plus ou moins légal, leurs militants ne l'entendent pas de cette oreille. Ainsi, certains groupes d'autodéfense connaîtraient déjà une hémorragie de leurs effectifs, des membres faisant sécession afin de créer des cellules destinées à mener de réelles opérations clandestines.

Différentes sources au sein des services de renseignement et de la lutte anti-terroriste soulignent « la faiblesse » induite par les scissions successives

de ces groupuscules et surtout leur « amateurisme ». « D'un point de vue opérationnel, ils sont mauvais. Mais mauvais... », s'amuse le responsable de la lutte antiterroriste précité. « D'ailleurs, lors de leurs manifestations, on ne dénombre pas de représentants de pays voisins. Il n'y a pas de coopération internationale, de convergence des luttes comme on le constate avec les mouvements de l'ultra-gauche. » Un haut gradé des services de renseignement insiste sur le fait que les groupes de l'ultra-droite, au fil de leurs dissensions successives, ont « perdu de leur superbe ».

En revanche, ces mêmes sources constatent avec une certaine appréhension que différents groupuscules incitent leurs membres à s'armer, par un biais légal, en leur recommandant de pratiquer la chasse ou le tir sportif. En octobre 2017, la sous-direction antiterroriste (SDAT) et la DGSI démantelaient une cellule constituée autour d'un certain Logan Nisin. Selon nos informations, on recense parmi ses complices présumés un fils de gendarme, un fils de policier ainsi qu'un élève de l'école de formation des sous-officiers de l'armée de l'air.

Cette « organisation d'ultra-droite à visée terroriste, la première depuis plusieurs dizaines d'années en France », comme la qualifiera un rapport de la SDAT, projetait des actions violentes contre des migrants, des trafiquants de drogue puis des assassinats politiques – Jean-Luc Mélenchon, puis Christophe Castaner avaient été envisagés comme cibles – dans les Bouches-du-Rhône. Sur l'une de ses pages Facebook, dédiée au terroriste norvégien Anders Breivik, on pouvait lire : « *Rebeus, blacks, dealers, migrants, racailles, jihadistes, si toi aussi tu rêves de tous les tuer, nous en avons fait le vœu, rejoins-nous !* » Comme l'avait révélé *Le Monde(ici et là)*, plusieurs suspects avaient à leur domicile des armes « toujours détenues légalement », nombre d'entre eux étant des pratiquants de tir sportif ou des amateurs d'airsoft (un jeu d'équipes en plein air avec des répliques d'armes à feu).

Cette volonté de s'armer fait craindre aux services « *des passages à l'acte* ». Avant Logan Nisin, il y a eu le précédent du sergent de l'armée de l'air Christophe Lavigne (deux missions en Afghanistan à son actif). En 2013, sa mère prévient la police : elle redoute la radicalisation de son fils de 23 ans. L'ancien militaire est neutralisé en 2013 par la DGSI, qui le suspecte de projeter d'attaquer une mosquée à côté de Lyon. Un an plus tôt, l'ancien militaire avait jeté un cocktail Molotov sur la mosquée de Libourne (Gironde), ce qui lui avait valu une condamnation pour « *dégradation d'un lieu de culte en relation avec une entreprise terroriste* ».

En garde à vue, il avait notamment indiqué qu'il voulait créer des émeutes semblables à celles de 2005 en banlieue. **Pour le procureur**, l'ancien militaire s'était « *testé* » pour voir s'il était capable de mener « *un projet de plus grande ampleur* ». En février 2016, Christophe Lavigne est à nouveau **condamné**, pour «*détention d'armes*» : des armes et 200 kilos de munitions ont été saisis chez lui et chez son père, lors d'une perquisition administrative dans le cadre de l'état d'urgence. D'après *Le Monde*, le jeune homme ne figurait sur aucun fichier de renseignement, n'était encarté dans aucune organisation, mais ne cachait pas, sur Facebook, sa sympathie pour la mouvance identitaire.

Désormais, l'apport de vrais professionnels de la sécurité se fait sentir. La mouvance apprend à mieux cloisonner ses réseaux. Les membres des groupuscules sont invités à protéger leurs communications en ayant recours à des messageries cryptées. « *Cette précaution élémentaire réduira à néant la nocivité des taupes qui ne manqueront pas de tenter de s'infiltrer* », explique le site d'un de ces groupes. « *Attention : on ne joue plus...* »

### Boite noire

Depuis octobre 2017, Mediapart a interrogé des représentants des différents services de renseignement dépendants de la place Beauvau ainsi que des sources à l'intérieur de divers groupuscules afin d'établir un état des lieux de cette mouvance. C'est au cours de cette enquête que nous avons découvert, incidemment, l'influence grandissante des membres de sécurité au sein des groupuscules de l'ultra-droite.

Contacté, Luc Sommeire, le dirigeant des Réseaux Rémora, n'a pas répondu. Sollicité par l'intermédiaire de son avocat Xavier Nogueras, Christophe Lavigne n'a pas souhaité faire de commentaires. Nous avons cité de longs passages du mail de réponse de l'association des Volontaires pour la France (VPF).

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.